

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **devrait favoriser la privatisation des soins de santé** dans ses provinces et territoires.

Un meilleur accès aux soins

La population canadienne a plus de difficulté que jamais à accéder aux soins de santé dont elle a besoin. Les délais ne font pas qu'engendrer du stress chez les patients et leurs proches, mais ils peuvent aussi mener à des décès qui auraient pu être évités. En favorisant la privatisation des soins de santé, davantage d'options seraient offertes aux citoyens, de sorte qu'ils auraient plus de chance d'être traités dans un délai raisonnable.

Des frais qui ne sont pas nécessairement plus élevés

Les soins de santé privés ne signifient pas nécessairement une augmentation des coûts pour les particuliers. Déjà, les gouvernements provinciaux et territoriaux paient, par l'intermédiaire du système d'assurance-maladie, des cliniques privées pour offrir gratuitement des chirurgies et d'autres services aux citoyens. Ce modèle, appelé « prestation privée de soins publics », repose sur l'idée que les soins demeurent gratuits pour les patients, tout en permettant un accès plus rapide et sans coûts additionnels pour les contribuables.

Une charge de travail diminuée

Depuis des années, le personnel de la santé au Canada est surchargé, une situation que la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver. De nombreux médecins et infirmières ont déserté le réseau public pour le secteur privé ou ont changé complètement de carrière. Bien que l'embauche de nouveau personnel soit la solution à long terme, à court terme, les gouvernements pourraient devoir recourir davantage au secteur privé pour alléger la pression sur les établissements publics. Par ailleurs, les meilleures conditions de travail offertes dans le secteur privé favorisent la rétention du personnel, ralentissant ainsi l'exode de la profession qui accentue la surcharge du réseau public.

Une rétention des cliniques dans les milieux ruraux et isolés

Les régions rurales sont particulièrement touchées par les difficultés d'accès aux soins de santé, où les options de soins offertes aux résidents se font peu nombreuses. Plusieurs cliniques et hôpitaux peinent à recruter du personnel pour remplacer les départs, ce qui entraîne parfois la fermeture de certains établissements. En simplifiant les démarches permettant aux cliniques de se retirer du système public, il serait possible de les maintenir ouvertes et de continuer à offrir des services essentiels aux habitants, en particulier dans les régions les plus isolées du pays.

Pour en savoir plus

- [Option Politique | Santé : le débat stérile du public et du privé](#)
- [Radio-Canada | L'Alberta continue d'investir dans le secteur privé pour diminuer les délais chirurgicaux](#)